

● (2120)

Nous avons également proposé l'établissement d'une commission désignée sous le nom d'Hydrogène Canada qui s'occuperait de la recherche et de l'exploitation, de la démonstration, commercialisation et utilisation de l'hydrogène. C'est un besoin évident car notre rapport fait ressortir l'importance que pourra avoir l'hydrogène. De toute évidence, on tend de plus en plus à utiliser l'hydrogène. Nous l'avons fait remarquer dans notre rapport et je pense que la chose deviendra de plus en plus évidente avec le temps.

Le Canada se place au premier rang de la technologie de l'hydrogène. Comme d'autres pays, nous n'avons pas effectué des travaux de recherche, de développement et de démonstration ni mis sur pied les projets d'essai nécessaires pour rendre l'expansion des usines d'hydrogène rentables.

Le comité a demandé au gouvernement de songer à faire un apport suffisant à la recherche sur la fusion nucléaire pour permettre au moins au Canada de s'intéresser à la fusion au niveau scientifique international. Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Roberts) a dit que le gouvernement suivrait cet avis. Nous devons maintenant nous demander quel est l'avenir réservé à la fusion nucléaire. Je ne dirai jamais assez clairement, monsieur l'Orateur, qu'à mon avis, la fusion nucléaire est la clef de l'abondance énergétique pour l'avenir.

La science et le génie n'ont aucune objection à ce que nous nous livrions à la fusion nucléaire. J'espère que le gouvernement trouvera les fonds nécessaires à la recherche et au développement qui s'imposent pour parvenir à commercialiser les techniques de fusion. Bien que je sois d'avis, comme les membres du comité, que la conservation est et sera toujours importante dans le domaine de l'énergie, surtout quand on sait que la population du globe va passer de 4 milliards à 11 milliards d'humains en un peu plus de 50 ans, et que la conservation et l'emploi d'autres formes d'énergie renouvelables, aussi considérables qu'en soient les réserves, ne suffiront pas à résoudre le problème, comme le prouvent la rapide diminution des réserves d'hydrocarbures et les dangers inhérents à leur usage, il est évident que nous devons envisager la fusion nucléaire comme la solution à long terme.

Je prétends que nous, les Canadiens du Nord, avons un fardeau à porter, à savoir approvisionner nos concitoyens du Sud en énergie. Si le gouvernement ne prend pas les moyens pour rendre la fusion nucléaire possible, je ne vois pas comment nous pourrions fournir aux millions de gens du Sud l'énergie dont ils auront besoin à l'avenir pour maintenir le niveau de vie dont ils jouissent présentement. Je sais que la fusion coûte cher. Nous sommes probablement à 200 milliards de dollars du premier réacteur commercial. Il reste, cependant, qu'il nous apportera une abondance d'énergie sans les dangers de la fission nucléaire.

Je rappellerais aux députés et aux ministres que lorsqu'ils feront des discours dans leur circonscription, il leur sera facile d'oublier les hydrocarbures et de s'inquiéter des dangers de la fusion nucléaire. Je leur souhaite de voir les choses de manière équilibrée dans l'avenir, ce que tous les députés parviendront sûrement à faire.

Je me réjouis d'avoir l'occasion de présenter une brève vue d'ensemble de la scène énergétique mondiale, telle que je la conçois. Où j'ai dépassé le cadre du rapport...

Congé d'été

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, je vous prie. Le député de Regina-Ouest.

M. McKinnon: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Vers 7 h 30 ce soir, le député de Lotbinière (M. Dubois) a invoqué le Règlement et m'a prié de lui dire exactement le jour et l'heure auxquels le premier ministre (M. Trudeau) a pris la parole à la Chambre alors que plus de 100 libéraux étaient absents...

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, je vous prie. Le député de Regina-Ouest (M. Benjamin).

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur l'Orateur, c'est avec autant de modestie que d'enthousiasme que je prends part au présent débat. Je n'ai pas eu l'occasion de m'adresser à la Chambre depuis plusieurs mois et je trouve plutôt drôle d'avoir à le faire maintenant. D'habitude, ce sont les députés du gouvernement qui cherchent à nous garder ici pour adopter des mesures législatives et ce sont les partis d'opposition qui s'y refusent. Le gouvernement nous énumère ordinairement toute une liste de mesures qu'il veut faire adopter parce qu'il les juge importantes. Cette fois-ci, cependant, ce sont les députés de l'opposition officielle qui ont commencé tout ce tintamarre, disant qu'ils ne partiraient pas avant que la grève postale soit réglée. Et nous avons donc siégé toute cette semaine.

Mon honorable ami et collègue, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) a proposé aujourd'hui l'ajournement de la Chambre. Le gouvernement a voté contre la motion, et l'opposition officielle aussi. Il n'est guère surprenant que les électeurs ne sachent plus très bien ce qui se passe depuis un ou deux jours. La déclaration faite hier à 9 h 50 par le ministre des Postes (M. Ouellet) a porté le député de Winnipeg-Nord-Centre—et il en faut beaucoup pour l'émouvoir—à parler de reconsidérer notre position au sujet du congé d'été. La déclaration de la nuit dernière était indigne du ministre, du parti libéral et du gouvernement.

Nous avons effectivement reconsidéré notre position et avons proposé aujourd'hui l'ajournement de la Chambre. Ceux qui voulaient que le Parlement continue à siéger la semaine prochaine et la semaine suivante ou même après n'avaient qu'à rester dans leur bureau jusqu'à 16 h 00 et leur vœu se serait réalisé. Mais qui est-ce qui s'est dégonflé? Qui a fait marche arrière? Ce sont les conservateurs. Ceux-là mêmes qui avaient promis de nous garder ici tout l'été ou du moins jusqu'à la fin de la grève des postiers.

J'aurais bien voulu que la Chambre siége deux ou trois semaines de plus pour que nous puissions débattre de beaucoup d'autres questions importantes. Mais qui est-ce qui s'est dégonflé à 13 heures aujourd'hui? Ce sont les députés qui voulaient que la Chambre siége jusqu'à la fin de la grève. Ils ont eu la trouille. Je ne veux plus entendre d'autres orateurs conservateurs ce soir, monsieur l'Orateur.

● (2130)

Mon collègue, le député de Winnipeg-Nord-Centre a dit—ce en quoi je l'approuve—que nous sommes du côté de l'opposition officielle à cause de ce que le ministre des Postes a essayé de faire à 10 heures moins dix hier soir et de ce qu'il a dit aujourd'hui. Nous nous sommes mis de son côté et nous avons regardé autour de nous à 1 heure de l'après-midi, mais ils sont tous partis se mettre au vert.